

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mikheil Saakachvili, Président de la Géorgie, sur les efforts de l'Union européenne en faveur de la résolution du conflit russo-géorgien concernant les régions séparatistes de Géorgie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, à Tbilissi le 8 septembre 2008.

M. MIKHEIL SAAKACHVILI - Monsieur le Président de la République, le Président de l'Union européenne, Monsieur le Président de la Commission, Monsieur Javier SOLANA, Monsieur le ministre, Mesdames et Messieurs.

Tout d'abord, je voudrais saluer le Président français. Je voudrais redire à cette occasion que, pour moi, la Géorgie toute entière est reconnaissante pour tous vos efforts, pour votre intervention audacieuse - on peut dire historique - dans ces négociations, dans ces pourparlers pour arrêter la guerre, l'invasion, l'agression, pour établir la paix et essayer de protéger les droits de l'Homme dans ce conflit brutal. Je crois que nous avons beaucoup de chance que la France soit à la Présidence de l'Union, que la France ait un Président comme lui, M. SARKOZY bien sûr, parce que c'est très important de faire les choses très clairement, qu'elles soient fondées sur des principes. L'accord de cessez-le-feu en six points, négocié par le Président SARKOZY et signé par les deux parties du conflit doit être appliqué, pas seulement en théorie mais aussi en pratique, dans les moindres détails. Je crois que, ce soir, un pas en avant a été accompli. Un pas en avant sur la voie d'une mise en place entière des six points négociés par le Président SARKOZY le 12 août 2008. La première étape est le retrait annoncé à ce moment-là des lignes de position de contrôle qui sont maintenant occupées par la force d'occupation. Je voudrais souligner que, pour nous, il n'y a pas de force de maintien de paix. Ce sont des forces d'occupation classiques qui sont maintenant en Géorgie. La chose importante est qu'apparemment ils se retirent des lignes de position, hors des territoires de conflit. C'est le premier pas en avant vers la mise en place du plan de M. SARKOZY en six points. Je crois qu'il faut citer ces points. Les forces militaires russes devront se retirer sous les lignes antérieures au déclenchement des hostilités. Pour la France, c'est la deuxième étape, il faut bien sûr continuer d'avoir un contact sur ces sujets-là, le retrait de tous les hommes par rapport aux lignes intérieures et, à la fin, le retrait complet. Et, comme cela a été signée, l'arrivée par les forces européennes. C'est quelque chose qui reste notre priorité, notre but. Nous sommes, bien sûr, parfaitement d'accord sur ce sujet. Nous avons aussi parlé de ce sommet important qu'il faut organiser ici, à Tbilissi, dans le mois qui vient. Peut-être que Monsieur le Président, va annoncer cela plus en détail. Nous avons aussi parlé de toute l'assistance que la Géorgie doit recevoir. Il faut également continuer à négocier sur les réfugiés, chose principale, car un nettoyage ethnique a été fait en Géorgie pendant ces semaines-là. Il faut absolument stopper le nettoyage ethnique et les crimes horribles. Il y a des victimes, il y a des victimes qui sont encore vivantes et il faut les aider. Monsieur le Président, encore une fois, je suis vraiment plein d'admiration pour ce rôle que vous avez joué. Je voudrais vous remercier, je

suis vraiment plein d'émotion pour ce rôle que vous avez joué. Je voudrais vous remercier, je voudrais remercier tous vos collaborateurs, M. KOUCHNER, je voudrais remercier M. BARROSO, bien sûr, M. SOLANA. Mais nous ne sommes qu'au début de ce grand travail et, bien sûr, ce n'est pas fini. Il faut absolument adhérer au principe des six points et continuer après cela pour appliquer les principes européens en vue d'une solution finale, de la restauration de l'intégrité de la Géorgie ainsi que le principe de la justice dans notre pays et dans cette région. Merci beaucoup Monsieur le Président. C'est à vous.

LE PRESIDENT - Monsieur le Président, merci. Je voudrais dire que le travail que nous faisons, nous le faisons main dans la main avec le Président de la Commission, M. BARROSO auquel je veux rendre hommage et le Haut Représentant M. Javier SOLANA de même que M. Bernard KOUCHNER qui préside le Conseil des ministres des Affaires étrangères. D'abord, je veux dire que je suis parfaitement conscient qu'on n'est pas au bout du chemin. C'est une réalité. Mais nous progressons étape par étape. La dernière fois que je suis venu ici, c'était pour négocier un cessez-le-feu. Cette fois-ci c'est pour annoncer un calendrier de retrait des forces russes sur les lignes d'avant le début des hostilités. Il n'y a pas d'ambiguïté : c'est-à-dire les lignes d'avant le 7 août. Bien sûr que ce n'est pas la fin, puisque dans l'accord nous prévoyons l'ouverture de discussions internationales à partir du 15 octobre à Genève. Il y a encore du travail sur la planche et, Monsieur le Président SAKASHVILI, l'Union européenne sera aux côtés de la Géorgie tout au long du cheminement de sa reconstruction pour garantir sa souveraineté, son indépendance et son intégrité. Nous avons eu conscience avec le Président BARROSO, comme avec M. SOLANA, avec M. KOUCHNER que, pour l'Europe, ce qui se passait en Géorgie c'était très important, c'est très important parce que si l'Europe n'arrive pas à être une force politique au service de la paix, personne ne pourrait éviter l'engrenage de la guerre. Loin de moi l'idée de dire que le travail que nous avons fait avec M. BARROSO, M. KOUCHNER et M. SOLANA est parfait mais ce travail-là qui a permis d'arrêter une guerre en moins de 10 jours et qui permet d'engager le retrait des forces militaires russes en un peu plus d'un mois, aucune autre force politique que l'Union européenne n'aurait pu le mettre en œuvre.

Troisième élément : c'est important ce qui se passe ici parce que cela met en cause les principes qui ont présidé à la naissance de l'Union européenne. Ces principes, les droits de l'homme, l'intégrité de la Géorgie, la résolution des conflits par le dialogue, nous les faisons nôtres. Et ce n'a pas été rien, une petite affaire que de maintenir l'unité de l'Europe. Qu'est-ce qu'elle a dit l'Europe unanime ? Et nous sommes autorisés M. BARROSO et moi-même à le dire, nous avons condamné, je l'ai dit à Moscou il y a quelques heures, la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud qui sont des territoires géorgiens. Aucun pays n'a le droit de remodeler seul les frontières d'un voisin membre de l'ONU. Donc, Monsieur le Président SAKASHVILI il n'y a pas d'ambiguïté, il y a un désaccord entre l'Union européenne et les Russes sur ce sujet.

Mais ce que nous avons évité, c'est aussi la renaissance de la guerre froide. Dans cette région, vous avez connu les ravages de la guerre froide, de l'affrontement entre deux camps. Ça ne vous a pas apporté la liberté et ça ne vous a pas apporté la prospérité. Et nous avons privilégié le dialogue et la fermeté. Ce n'est pas parce qu'on dialogue qu'on n'est pas ferme et que les choses soient très claires de ce point de vue, nous continuerons à soutenir la Géorgie et, bien sûr, nous préparerons l'organisation en Géorgie d'une rencontre des principaux pays qui veulent soutenir économiquement la Géorgie dans l'œuvre de redressement qui précèdera une conférence sans doute au niveau des ministères des affaires étrangères. On verra où aura lieu cette conférence pour mobiliser tous les donateurs après qu'une impulsion économique et politique ait été donnée par les principaux chefs d'état.

Mesdames et messieurs, je ne vais pas répéter ce que j'ai dit à Moscou mais l'Europe sera très vigilante sur la réalisation de l'accord que nous avons conclu avec le Président MEDVEDEV et si cet accord est appliqué comme je l'espère et comme je le crois, nous aurons évité des morts, des misères et des souffrances. Nous n'avons pas tout résolu. Qui peut prétendre résoudre les problèmes en un mois ? Mais nous aurons montré la volonté politique de l'Union européenne au service de la paix et je maintiens cette idée que, pour résoudre les problèmes que nous

connaissions aujourd'hui ici en Géorgie, on peut le résoudre par la diplomatie et par l'engagement politique et que la solution militaire n'était pas la bonne solution. Et on ne peut pas d'ailleurs la dénoncer chez les uns et la retenir pour les autres. Je crois pouvoir dire que cet accord que nous avons obtenu à Moscou, c'était le mieux possible de ce qu'il était possible d'obtenir. Ce n'est pas la fin de l'histoire. Mais, quand même, par rapport à notre dernier voyage avec M. KOUCHNER ici, je veux dire que l'on entrevoit un espoir et ce n'est pas rien parce qu'il y a un peu plus d'un mois et demi, de l'espoir il n'y en avait plus beaucoup. Et vraiment, je veux remercier et M. SOLANA et M. BARROSO de ce voyage et du travail que nous avons fait ensemble pour le préparer, qui montre que l'Europe peut être forte quand les différentes institutions en charge de l'Europe parlent le même langage. C'est bien le cas.

Très brièvement, quelques mots très simples après ce que vient de dire au nom de l'Union européenne, le Président SARKOZY, pour vous dire que la Géorgie peut compter sur la solidarité et l'engagement déterminé de l'Union européenne dans ces heures difficiles. L'Union européenne, ses 27 États membres, ses institutions parlent et agissent d'une façon ferme, unie que ce soit la négociation d'un cessez-le-feu, l'envoi rapide d'aide humanitaire ou la mise en oeuvre intégrale du plan en six points. Vous savez ce que la Commission a fait immédiatement après cette crise en termes d'aide financière. Comme le Président SARKOZY l'a dit, nous préparerons une conférence internationale des donateurs. Au-delà de cela, je tiens à vous assurer que l'Union européenne est aussi prête à approfondir les relations politiques et économiques avec la Géorgie. Cela a été une conclusion de notre sommet, le 1er septembre et nous voulons renforcer les relations politiques, économiques avec la Géorgie notamment, si toutes les conditions sont remplies, avec la création d'une zone libre-échange, la facilitation d'attribution des visas de courte durée et aussi un accord de réadmission.

Comme l'a dit le Président SARKOZY, suite à nos discussions aujourd'hui à Moscou, nous nous attendons à ce que les actions sur le terrain confirment les engagements pris le Président MEDVEDEV.

Pour conclure, je voudrais simplement dire aussi que le choix aujourd'hui à faire, c'est le choix à faire entre une Europe du passé, l'Europe des blocs ou alors l'Europe du futur. Nous voulons une Europe de partenaires, une Europe pour la paix, pour le développement économique et social, pour la prospérité et pour la liberté.

M. MIKHEIL SAAKACHVILI - Tout d'abord j'aimerais soutenir ce qu'a dit le Président SARKOZY et vous dire très clairement qu'effectivement nous allons tenir un sommet, ici à Tbilissi en octobre avec l'engagement généreux du Président lui-même. Cela a été son initiative que d'organiser une conférence de donateurs. J'ai déjà l'accord de principe de la Chancellerie MERKEL, évidemment le Président de la Commission, le Président de la Banque Mondiale ainsi que le Président du Fonds Monétaire International et le Président américain et peut-être également d'autres dirigeants internationaux. C'est une excellente initiative qui a été prise par le Président SARKOZY. Ce sera le sommet qui ne montrera pas simplement le soutien économique qui est accordé à la Géorgie mais la reconnaissance de l'importance de l'intégrité territoriale de la Géorgie.

J'ai ici la lettre signée par le Président SARKOZY et le Président BARROSO qui vous sera distribuée et qui dit, qu'ils condamnent tout acte visant à miner l'intégrité territoriale dans la Géorgie, reprend le plan en six points et reconnaît le droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers et fait mention des observateurs de l'Union européenne qui seront déployés dans tout le territoire géorgien y compris l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Il ne s'agit pas de parler de la Géorgie hors Abkhazie et Ossétie du Sud et, comme l'a réitéré le Président SARKOZY, il est important que les observateurs soient déployés sur tout le territoire géorgien.

Je suis très reconnaissant aussi bien à l'Union européenne qu'à Bruxelles pour le message très fort qui a été envoyé le 1er septembre et pour les initiatives visant à organiser cette conférence au mois d'octobre. Je sais que les questions ont été posées du style : qui a démarré les hostilités ? On sait pertinemment maintenant, qu'il n'y a pas eu de génocide, il n'y a jamais eu de génocide, il n'y a eu aucun droit de protéger des citoyens dont les droits auraient été violés et

bafoués. Troisièmement, aujourd'hui, j'ai donné au Président SARKOZY et au Président BARROSO et à M. Javier SOLANA des preuves je crois très fortes, très claires montrant que nous avons réagi à une invasion russe qui a eu lieu avant le démarrage des hostilités et les provocations russes. Je pense que l'histoire le démontrera. Nous avons eu ces preuves tout-à-fait irréfutables et à partir de maintenant je pense qu'il n'y aura plus de spéculation, plus de questionnement sur qui a démarré les hostilités, ce sont eux qui ont démarré ces hostilités. Ce sont eux qui nous ont envahis exactement comme on a vu des invasions au XIXème, au XXème siècle, c'est une invasion du XXIème siècle. C'est exactement comme cela a été dit récemment, comme ce qui s'est passé avec les Sudètes donc je sais que nous pouvons le prouver maintenant grâce à Dieu. M. SARKOZY ?

LE PRESIDENT - Avec l'autorisation du Président SAKACHVILI on va prendre une ou deux questions parce qu'avec le Président BARROSO, M. KOUCHNER et M. SOLANA nous avons le sommet avec l'Ukraine demain et quelques heures d'avion avant. La journée a commencé tôt et elle commencera assez tard demain donc si c'était possible une ou deux questions ?

QUESTION - Je voudrais poser la question à Monsieur SARKOZY. Est-ce que quelque chose vous garantit que la Russie respectera cet accord maintenant parce que la Russie dans le passé a fait preuve de la mauvaise volonté d'appliquer les accords signés. Il y a eu plusieurs fois la violation de l'espace aérien de la Géorgie, encore hier mais est-ce que vous pouvez concrétiser le retrait des forces russes, est-ce que vous pouvez concrétiser si les forces russes doivent quitter également la Haute Abkhazie, la région de l'Adjara et là où elles se trouvent actuellement ?

LE PRESIDENT - Dans le texte, il y a un engagement, il y a une date, il y a des rendez-vous. En tant que l'un des négociateurs de ce texte, je ne peux vous dire qu'une seule chose, c'est qu'il est d'une précision toute scientifique. Le 15 octobre, il ne doit plus y avoir un seul soldat russe qui soit sur des positions qui n'étaient pas celles où il se trouvait avant le 7 août. C'est clair et c'est simple. Soit c'est fait et, dans ce cas-là, chacun a respecté sa parole, soit ce n'est pas fait et alors, cinq jours plus tard, l'Europe en tirera les conséquences. Je suis d'un naturel optimiste, je ne vois pas comment les signataires de cet accord ne tiendraient pas leur parole et si je ne pensais pas que c'était possible, je ne vois pas pourquoi, avec mes collègues, nous aurions passé tant d'heures depuis le 8 août sur cette question et sur ce dossier. J'ajoute, Madame que, franchement, par rapport à la situation de la première moitié du mois d'août, il n'y a pas de comparaison. Je vous rappelle que quand nous avons pris en main cette question, le monde entier était persuadé que les forces militaires russes se dirigeaient sur la capitale de la Géorgie. On n'en parle plus aujourd'hui, nous négocions un retrait, je ne doute pas que ce retrait sera effectif. S'il ne l'était pas, nous serons amenés à prendre nos responsabilités.

Même à cette heure là on peut arriver à comprendre la question qui m'a été posée ! Les forces russes doivent se retirer sur les positions avant le 7 août, avant le déclenchement des hostilités. Quant aux forces géorgiennes, elles doivent reprendre leur position dans leur casernement habituel. C'est ce qui est prévu. S'agissant de l'Ossétie et de l'Abkhazie, nous avons veillé à ce qu'il y ait plusieurs centaines d'observateurs internationaux parce qu'il ne nous semblait pas tout-à-fait approprié que des gens qui étaient en guerre il y a quelques jours, soient face-à-face comme s'il ne s'était rien passé au mois d'août. Step by step a dit le Président SAKACHVILI.

M. MIKHEIL SAKACHVILI - Ce que nous disons, c'est qu'il faut absolument qu'ils sortent des territoires qu'ils contrôlent à l'heure actuelle. Ils n'ont rien à y faire. Quelqu'un a décidé qu'il fallait qu'ils aillent en Ossétie du Sud et ils y sont mais ils n'ont jamais été là. Les populations en ont été sorties et donc, évidemment qu'il faut qu'ils se retirent des territoires qui n'ont jamais été sous leur contrôle et ce que nous voulons absolument obtenir, c'est un mandat international pour couvrir tous ces territoires, une force européenne qui, étape par étape, reprenne tout le territoire et, bien évidemment, nous allons suivre les solutions proposées par l'Union européenne plutôt que les solutions à la Sudète qui sont des solutions du XIXème et XXème siècle. Oui, il nous faut du temps pour y arriver. Oui, il nous faut persévérer. Je dois être très clair, la Géorgie ne renoncera à aucun aspect de sa souveraineté, de son territoire et de son intégrité territoriale et ne renoncera pas à son ambition de devenir un état moderne. Soyons très clairs : nous ne croyons pas aux solutions militaires, nous n'y avons jamais cru et nous avons démontré clairement que

pas aux solutions militaires, nous n'y avons jamais cru et nous avons démontré clairement que nous n'avons absolument pas initié ces hostilités pas plus que nous les avons déclenchées mais nous n'allons pas accepter de statu quo. Le fait que les Russes s'ils pensent que nous allons simplement accepter le statu quo comme un fait accompli et qu'ils aient repris une certaine partie de notre territoire eh bien, ils se trompent. Le Président SARKOZY a des principes très clairs là-dessus. Je le sais parce qu'il me l'a dit et je le sais par d'autres sources également. Il a été très ferme dans sa condamnation. Évidemment, on traite avec des gens qui sont compliqués. Tout le monde n'envahit pas un territoire voisin en essayant d'annexer une partie de ce territoire mais, effectivement, nous allons suivre la voie préconisée par l'Union européenne, la voie de la paix et de la négociation, mais nous n'allons pas accepter le statu quo.

Pour ce qui est de l'Abkhazie, un certain nombre de dirigeants abkhazes ont dit : "aucun Géorgien ne reviendra en Abkhazie, il n'y aura que des animaux pour vivre sur ce territoire". Mais ce n'est absolument pas concevable. Moi, j'ai vu ce qu'ont fait KARADZIC et d'autres et, même eux, n'ont jamais poussé les choses aussi loin alors que sur notre propre territoire nous entendons ce type de langage et ce type de discours. M. KOUCHNER était là lorsque les événements se sont produits dans les Balkans. Il sait très bien ce dont je parle et je pense que nous pouvons compter sur vos principes et vos positions de principe sur ces questions.

LE PRESIDENT - J'ai bien noté des déclarations peu apaisantes pour dire les choses, de beaucoup de côtés mais je sais ce que nous avons négocié au nom de l'Union européenne. Je dois préciser deux choses : les observateurs internationaux ne sont pas limités à la délimitation administrative de l'Ossétie et de l'Abkhazie mais pourront pénétrer à l'intérieur, ce qui est la meilleure garantie sur toutes les questions de nettoyage ethnique et, deuxièmement, nous avons insisté sur la question des réfugiés et des déplacés qui ont le droit à revenir chez eux et ce point, Monsieur le Président BARROSO, a été signé, accepté par le Président MEDVEDEV. Je précise que ce sont les réfugiés et les déplacés depuis le début des années 1990 et non pas depuis les événements du 7 août.

M. MIKHEIL SAKAKHVILI - Je voudrais vous garder indéfiniment si vous voulez...

LE PRESIDENT - Mais c'est bien parti, honnêtement, deux visites en un mois et une troisième bientôt annoncée, c'est un bon rythme.

M. MIKHEIL SAKAKHVILI - Maintenant, il faut avoir toutes les rencontres de l'Union européenne ici à Tbilissi. C'est bon, le climat est bon !

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que les observateurs de l'Union européenne qui sont prévus dans le texte d'aujourd'hui, les 200 observateurs ont vocation à entrer à l'intérieur de l'Ossétie du Sud et dans quels délais ? Quelle est votre interprétation de ce texte ?

LE PRESIDENT - En ce qui me concerne, je viens d'y répondre que ce soit pour l'Ossétie comme l'Abkhazie c'est dans le cadre des mandats de l'OSCE et de la MONUG. C'est M. SOLANA qui va s'en occuper. Dans un premier temps, avant le 1er octobre, 200 observateurs. L'esprit du texte c'est qu'ils ont vocation à entrer pour observer, pour raconter et pour éviter que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Voilà l'esprit dans lequel nous avons négocié cette présence.

QUESTION - Dans quel délai ?

LE PRESIDENT - Madame, les choses sont claires, il y en a 140 de la MONUG, sur l'OSCE de mémoire la décision a été prise de monter à 80, sur l'Union européenne, avec M. SOLANA et M. BARROSO, on s'est engagés à 200 avant le 1er octobre ce qui ferait au total un peu moins de 500 et nous pensons qu'après le 1er octobre, il faudra sans doute en envoyer encore. Est-ce que j'ai été précis ?

QUESTION - Les 200 qui seront arrivés avant le 1er octobre seront-ils déployés à l'intérieur de l'Ossétie du Sud ?

LE PRESIDENT - Les 200 ont vocation à éviter des heurts comme nous en avons connus et ils ont vocation à rayonner sur l'ensemble de ces territoires administratifs.

Monsieur le Président, merci de votre accueil.